



Éditorial

Denis Durand

Des idées et des actions pour rassembler contre l'agression du capital

Airbus, Nokia, Verallia, Air France, Renault, Sanofi, Daimler, et tous les autres... Les dirigeants des grandes entreprises semblent lancés dans une surenchère pour démontrer aux marchés financiers que leur main ne tremble pas pour restaurer leur rentabilité en faisant baisser le coût du travail. Les dégâts se propagent dans tout le tissu des sous-traitants, tandis que, partout, le chantage à l'emploi met systématiquement les salariés en demeure d'accepter les reculs sociaux à la faveur d'« accords de performance collective ».

Des territoires entiers se voient ruinés du jour en lendemain par des décisions prises dans des conseils d'administration. Des millions de nos concitoyens redoutent la perte de leur emploi, au même moment où l'exigence de centaines de milliers d'embauches dans les services publics se heurte au refus du gouvernement. Qu'à cela ne tienne! Pendant que l'économie est au plus bas, Wall Street est au plus haut... en attendant le krach du siècle!

Le capitalisme est-il devenu fou? D'une certaine façon oui, au sens où le choc de l'épidémie et du confinement place au grand jour la crise de la mondialisation capitaliste, la logique perverse des marchés financiers et la complicité active des États et des banques centrales: toujours plus d'argent pour rémunérer le capital accumulé dans les multinationales et dans les portefeuilles des banques, des compagnies d'assurance, des fonds de placement.

Le chantage à l'emploi tétanise les salariés et nourrit le défaitisme, malgré des victoires comme celle de Renault Maubeuge ou la relance de la fabrication de masques dans les Côtes d'Armor dans les conditions revendiquées par l'intersyndicale du département.

Ce découragement est le terrain sur lequel Emmanuel Macron veut repartir à l'offensive, selon ses déclarations à la presse quotidienne régionale: « Nous devons collectivement rompre avec ce qui est la maladie

française: la préférence pour le chômage... au fond, un modèle qui fait que nous n'avons jamais réglé le problème du chômage de masse... Mais je vais être très clair avec vous: il y a des plans sociaux, et il y en aura. La crise sanitaire a détruit 5 points de richesse nationale et mis des secteurs entiers à l'arrêt. Cela a forcément des conséquences sur les entreprises ». Donc, toujours la même doctrine: au nom de l'emploi, aider « les entreprises », ou plutôt, en réalité, le capital, en l'aidant à redevenir rentable, c'est-à-dire à accumuler les profits le plus vite possible. L'argent public et l'argent des banques, refinancées à -1 % par la BCE, inonde les entreprises. Que font donc les entreprises de tout cet argent? Elles le gardent, et elles licencient! D'après une étude de la société d'assurance-crédit Euler Hermes, leurs trésoreries à la sortie du confinement étaient, dans la zone euro, deux fois plus garnies qu'à la fin de 2019: 78 milliards d'euros en France comparés à 25 milliards. Elles attendent, disent-elles, le moment où la demande repartira pour pouvoir investir et produire de façon rentable; mais leur comportement ne fait que repousser ce moment.

Face à un nouveau gouvernement mis en place pour aggraver les assauts contre le monde du travail, contre les retraites et contre les services publics, la gauche, si elle veut être porteuse de solutions efficaces comme elle l'avait été dans le monde entier à la Libération, doit être capable de mobiliser l'électorat populaire pour une autre utilisation de l'argent, pour sécuriser l'emploi et la formation, pour développer de nouveaux services publics, pour l'écologie. Mais les victoires municipales dans de grandes villes ne doivent pas faire perdre de vue qu'elle ne parvient pas à mobiliser cet électorat. Or, c'est bien d'une mobilisation convergente des couches populaires et des couches moyennes que nous aurions besoin pour résister à la crise et pour faire des prochaines échéances électorales un moment de reconquête,

pour une alternative aux politiques inspirées par la domination du capital.

La gauche ne convaincra pas les Françaises et les Français si elle prétend garantir pour tous un revenu universel en se résignant à ce que 20 % de la population soit privée par le chômage de contribuer à la création de richesses; si elle s'accroche à l'illusion qu'on pourrait réparer les dégâts sociaux du capitalisme par la fiscalité, sans toucher au pouvoir patronal dans l'entreprise; si elle essaye de faire croire, par exemple, qu'on pourrait boucher le «trou de la Sécu» en faisant disparaître par miracle l'évasion fiscale; si elle compte sur 50 % de salariés dans les conseils d'administration, comme en Allemagne, pour contrebalancer le pouvoir sur l'utilisation de l'argent exercé par les actionnaires et les créanciers; si elle soutient contre toute évidence qu'on peut à la fois combattre le réchauffement climatique et «sortir du nucléaire»; si elle oublie que la révolte mondiale de la jeunesse contre le racisme est aussi une révolte contre des choix économiques qui font exploser les discriminations en rejetant une génération entière dans le chômage et la précarité; si elle se laisse aller aux tentations d'un repli national sous prétexte de protéger notre peuple contre les méfaits de la mondialisation capitaliste, au moment même où la pandémie montre combien chaque être humain, sur la planète, dépend de tous les autres, a besoin de tous les autres...

Pour gagner, pour se rassembler en dépassant les oppositions métaphysiques entre Etat et marché, entre «politiques d'offre» et relance de la demande, entre «fin du mois» et «fin du monde», entre égalité «républicaine» et lutte contre les discriminations, entre «social» et «sociétal»... il faut une force qui montre l'adversaire – le capital – et la cohérence des luttes et des constructions institutionnelles à lui opposer. Une force qui aide les luttes en affirmant de façon intransigeante que la crise ne justifie aucun chômeur supplémentaire, et qu'au contraire il faut

ouvrir bien plus largement l'accès à la formation à tous pour préparer l'avenir de nos filières économiques et pour permettre à chacune et à chacun de créer les richesses nécessaires à la sécurisation des revenus de tous, sans jamais passer par la case «chômage». Une force qui fasse la lumière sur la mauvaise utilisation de l'argent au service de la rentabilité capitaliste, et sur les nouvelles orientations du crédit, de la politique monétaire, de la fiscalité et des dépenses publiques qui permettront d'atteindre les objectifs sociaux et écologiques dont dépend la survie de la civilisation. Une force agissante, dans les luttes, dans les territoires, dans la jeunesse, pour arracher au capital le pouvoir de décider de cette utilisation de l'argent en imposant, étape par étape, la création d'institutions nouvelles telles que des conférences régionales pour l'emploi et la formation, l'écologie, les services publics. Le rassemblement de la gauche ne sera possible que si le Parti communiste assume sa responsabilité en la matière.

Il ne suffit pas d'un candidat ou d'une candidate communiste à l'élection présidentielle pour que cette bataille soit menée: nous le savons depuis 2007. Mais nous savons aussi, depuis la catastrophe de 2017, que s'il n'y a pas de candidat ou de candidate communiste à l'élection présidentielle, ces idées ne seront pas défendues. Il faut donc les deux, la candidature et les idées. En créer les conditions, comme le 38^e congrès du PCF l'a décidé, n'est pas un enjeu pour 2022 ou 2021 mais pour maintenant, pour la rude bataille contre le capital et au moment où déferlent les plans de suppressions d'emplois et de réduction du coût du travail. Malgré notre affaiblissement, nous en avons les moyens, comme nous avons eu les moyens de mener la bataille des élections municipales.

La campagne pour la sécurisation de l'emploi et de la formation, qui fera l'objet du conseil national du PCF début septembre mais qui donne lieu à des initiatives dès cet été, est une bataille profondément politique. ■

